

Pour Thierry Breton, la législation européenne sur l'IA répondra aux inquiétudes liées à ChatGPT

Le Commissaire européen Thierry Breton a assuré que la réglementation européenne sur l'intelligence artificielle devrait inclure une réponse aux préoccupations concernant les risques que soulèvent ChatGPT.

Mélicia Poitiers
03 Février 2023 \ 18h14
1 min. de lecture



© Compte Twitter de Thierry Breton

Décidemment, chacun y va de son commentaire sur le phénomène ChatGPT. Mais celui du commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton était particulièrement attendu.

Celui qui prépare actuellement la réglementation européenne sur l'intelligence artificielle (Artificial Intelligence Act) a déclaré que celle-ci devrait inclure une réponse aux préoccupations concernant les risques liés à ChatGPT. Il s'agit des premiers commentaires sur le générateur de texte d'OpenAI tenus par un haut fonctionnaire de Bruxelles, et ils risquent de déplaire à ceux qui voient en ChatGPT un tournant des technologies d'intelligence artificielle de par son utilisation massive et grand public.

Pour rappel, à l'instar du règlement général sur la protection des données (RGPD) mis en place par l'UE en 2018, la loi européenne sur l'intelligence artificielle, en projet depuis 2021, pourrait devenir la première norme internationale sur le sujet. Approuvée par les états membres de l'UE fin 2022, sa mise en application est prévue pour 2024.

Risque de partialité et de fausses informations

"Comme l'a montré ChatGPT, les solutions d'IA peuvent offrir de grandes opportunités aux entreprises et aux citoyens, mais peuvent aussi présenter des risques" a déclaré le commissaire de l'UE au media Reuters. Il entend par là le détournement du chatbot à des fins de plagiat ou de fraude, entre autres.

"Les gens devraient être informés qu'ils ont affaire à un chatbot et non à un être humain. La transparence est également importante au regard du risque de partialité et de fausses informations", a poursuivi Thierry Breton. "C'est pourquoi nous avons besoin d'un cadre réglementaire solide pour garantir une IA digne de confiance basée sur des données de haute qualité".

Microsoft, qui a investi des milliards de dollars dans OpenAI, a refusé de commenter ces déclarations, mais son président Brad Smith avait écrit dans un billet de blog mercredi, telle une défense anticipée, qu'"une réglementation efficace de l'IA devrait se concentrer sur les applications les plus risquées et être axée sur les résultats". "Il y a des jours où je suis optimiste et des moments où je suis pessimiste sur la façon dont l'humanité mettra l'IA à profit", a-t-il ajouté.